

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 6 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CDMR**

Champblanc  
16370 Richemont

Références : 2025\_1520\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007200102

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement CDMR implanté Les Fayards - Les Mouillères 16270 Terres-de-Haute-Charente. L'inspection a été annoncée le 20/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel de l'année 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CDMR
- Les Fayards - Les Mouillères 16270 Terres-de-Haute-Charente
- Code AIOT : 0007200102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière bénéficie d'une autorisation environnementale d'exploiter depuis février 1991. Cette

autorisation a été renouvelée pour 30 ans par arrêté préfectoral du 23 novembre 2020. Cet arrêté inclus également une extension du site. De la diorite est extraite, pour une quantité maximale annuellement autorisée de un million de tonnes. La carrière couvre une superficie totale de 59,6 ha.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 2.1.8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	gestion de la carrière	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 2.1.6.3	Sans objet
3	ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 5.2.1	Sans objet
4	rejet des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 5.3.8	Sans objet
5	eaux de fond de fouille	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 5.3.9	Sans objet
6	dispositifs de traitement	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 5.3.7	Sans objet
7	surveillance des émissions de poussières	Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, article 19.7 et Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 4.2.2.4	Sans objet
8	niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, articles 6.2.1 et 6.2.2	Sans objet
9	tirs de mine	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.3.1	Sans objet
10	plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 2.1.9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points abordés lors de cette inspection montrent que les remarques formulées lors de visites précédentes ont été prises en compte. Le rythme d'exploitation reste dans l'épure du phasage prévu – l'extraction de la zone en phase 1 n'est pas totalement terminée et la découverte de la zone en phase 2 a commencé fin novembre 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : plan d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 2.1.8

**Thème(s) :** Situation administrative, gestion de la carrière

#### Prescription contrôlée

##### ARTICLE 2.1.8 - PLAN D'EXPLOITATION

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bornes visées à l'article 2.1.3.2 ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les voies de circulation ;
- les installations de toute nature (basculer, locaux, installations de traitement,...) ;
- les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'art. 1.2.4.2 ;
- la position des éléments de surface visés à l'art. 1.2.4.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un plan actualisé le 30 octobre 2025. Il contient l'essentiel des informations requises par l'article pris en référence ci-dessus. Les remarques formulées lors de l'inspection de décembre 2024 ont été prises en compte – parmi lesquelles, une amélioration de la lisibilité du bornage de l'emprise ICPE et de la rose des vents, l'ajout de la signification des cercles ajourés en bleu gras reportés dans la légende, la mise en évidence des bassins ou zones en eau (bassins de décantation, points bas pour la récupération des eaux d'exhaures...) présents sur le site.

Il demeure toutefois nécessaire de mettre en évidence la progression de l'exploitation par rapport au phasage prévu.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Il est demandé à l'exploitant, sous **trois mois**, de mettre à jour son plan d'exploitation pour faire apparaître le phasage d'exploitation par rapport au phasage prévu. L'exploitant transmet à l'inspection le plan mis à jour.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : gestion de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 2.1.6.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, exploitation
<b>Prescription contrôlée</b>  [...] La cote minimale du fond de la carrière est de 95 m NGF pour la fosse Nord [...] et 110 m NGF pour la fosse Sud. [...]
<b>Constats</b>  Le plan de la carrière (30 octobre 2025) indique que les points bas des fosses Nord et Sud sont respectivement à 185-225 et 144 m NGF. L'exploitation en phase 1 se poursuit. En revanche, la cote de 110 m NGF (fosse Sud) ne sera pas atteinte car la zone est trop étriquée pour pouvoir créer des pistes suffisamment longues, qui permettraient aux engins de manœuvrer.  La découverte de la zone en phase 2 a débuté fin novembre 2025. La progression de l'exploitation de la carrière est conforme au phasage prévu par l'arrêté du 23 novembre 2020.  L'exploitant est invité à poursuivre la remise en état de son établissement au gré du phasage prévu dans son arrêté préfectoral de renouvellement de 2020 et d'en rendre compte à la demande de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : ressources en eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 5.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, origine des prélèvements

**Prescription contrôlée**

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. [...]

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Débit maximal journalier
Réseau AEP	SIAP Nord Est Charente	0,5 m³/j
Eaux d'exhaure	Socle BV Haut Bandiat et Tardoire secteur hydro r1 CODE SANDRE : FG002	1 000 m³/j

Les eaux d'exhaure proviennent des eaux souterraines et des eaux pluviales. Il n'y a pas de forage sur le site de la carrière.

## Constat et demande lors de l'inspection du 17 décembre 2024

L'exploitation est équipée d'un volucompteur conformément à la prescription. Néanmoins suite à son dysfonctionnement évoqué lors de la précédente visite d'inspection, un nouveau volucompteur en col de cygne, fonctionnant par gravité, a été installé en 2024. L'exploitant a indiqué être dans une période de test et avoir quelques difficultés à maîtriser ses réglages. Aucun relevé mensuel n'a encore été produit. L'exploitant doit informer l'inspection dès que le nouveau volucompteur est opérationnel. L'exploitant transmettra le résultat des mesures du volume des eaux prélevées, en incluant la période de test.

### Constats

Un nouveau compteur volumétrique a bien été installé.

Le relevé mensuel (janvier-novembre 2025) des volumes d'eaux sur le site de Genouillac a été communiqué à l'inspection. Sur cette période, et selon le document de l'exploitant (cf. ci-dessous), le volume total des eaux d'exhaure pompé est de 396120 m<sup>3</sup> (soit 1200 m<sup>3</sup>/jour). Une partie de ces eaux (259697 m<sup>3</sup>) reste sur le site de la carrière, l'autre (136423 m<sup>3</sup>) est rejetée au milieu naturel. Le prélèvement en eau, pour la période janvier-novembre 2025 et pour les besoins de la carrière, est de 167500 m<sup>3</sup>.

**Relevé mensuel des volumes d'eaux sur le site de Genouillac:**

	Eaux d'exhaure pompées ( m3)	Rejet (m3)	Eaux d'exhaure sur site (m3)	Prélèvement installations (m3)
	Compteur	Compteur	Calculé	Compteur
janv-25	67950	22553	45397	7900
févr-25	59530	30933	28597	7200
mars-25	33310	18450	14860	6600
avr-25	54890	28191	26699	11000
mai-25	30580	14030	16550	8000
juin-25	25550	3335	22215	5100
juil-25	26580	1084	25496	17700
août-25	18830	0	18830	2700
sept-25	15030	0	15030	27300
oct-25	27250	6261	20989	32300
nov-25	36620	11586	25034	41700
déc-25				
<b>Total 2025</b>	<b>396120</b>	<b>136423</b>	<b>259697</b>	<b>167500</b>

Différence entre eaux d'exhaure site et prélèvement installation :

- pertes en évaporation et infiltration,
- surverse d'orage non comptabilisée au rejet,
- précision compteur installation (compteur horaire)

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : rejet des effluents aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 5.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, caractéristiques des rejets
<b>Prescription contrôlée</b>  Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;</li><li>- la température est inférieure à 30 °C [...]</li><li>- MEST &lt; 35 mg/l ;</li><li>- DCO &lt; 125 mg/l ;</li><li>- hydrocarbures totaux &lt; 10 mg/l.</li></ul> Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
<b>Constats</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats de l'analyse des eaux rejetées réalisée le 7 avril 2025. Les valeurs des différents paramètres caractéristiques de ces rejets d'eaux respectent les valeurs limites imposées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : eaux de fond de fouille**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 5.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, caractéristiques physico-chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les eaux de fond de fouille de la fosse Sud font l'objet d'une surveillance annuelle, en période estivale afin de limiter les effets de dilution, sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- pH</li><li>- potentiel d'oxydo-réduction</li><li>- résistivité</li><li>- métaux lourds totaux</li><li>- fer</li><li>- DCO</li><li>- HCT</li></ul>
<b>Constats</b>  Les prélèvements des eaux de fond de fouille de la fosse Sud sont effectués chaque année au mois d'octobre. L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des analyses réalisées le 6 octobre pour l'année 2025. Les valeurs des différents paramètres caractéristiques des eaux en fond de carrière respectent les seuils admissibles (e.g., art. 5.3.8 de l'arrêté préfectoral de 2020 pour la

température, le pH, la DCO, les hydrocarbures totaux ; voir point de contrôle n° 4), et montrent une relativement constance, pour les différents paramètres analysés sur la période octobre 2020-octobre 2025.

Seul, le fer présente des variations hiératiques (172, 20,5, 5,7, 72, 38,2 et 221 mg/L respectivement en 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025). L'exploitant explique cette variation par la nature de la roche (magmatique ferreuse), qui peut présenter des veines riches en Fe. Leur exposition aux intempéries conduit à l'oxydation de ces surfaces et leur lessivage entraîne dans les eaux de fond de fouille de la fosse une hausse de la teneur en Fe. Les concentrations relevées n'appellent toutefois pas de remarque particulière.

En revanche, l'inspection constate que les analyses annuelles ne sont pas réalisées à une période pertinente afin de limiter les effets de dilution comme le prévoit l'arrêté préfectoral de de 2020. En effet, il est attendu que les analyses soient réalisées en période estivale. **Dès lors, l'inspection invite l'exploitant à procéder à ces analyses dès 2026 durant la période estivale (juin, juillet ou août et, dans une moindre mesure, en septembre).**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : dispositifs de traitement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 5.3.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, séparateur d'hydrocarbures

##### **Prescription contrôlée**

Les dispositifs de traitement [...] sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues et en la vérification du bon fonctionnement du filtre à paille. [...]

##### **Constats**

Le remplacement du filtre à paille intervient typiquement trois à quatre fois par an (dernier remplacement en septembre 2025). La vidange et le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures ont été effectués le 26 novembre 2025 par Easy Vidange, qui a également pris en charge le transport et le dépotage des déchets en centre de traitement dûment autorisé (facture n° 1283 du 26 novembre 2025). Le bordereau de suivi de déchets n'a pas été examiné par l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 7 : surveillance des émissions de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel carrières (1994, article 19.7) et arrêté préfectoral du 23/11/2020, article 4.2.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bilan annuel des retombées atmosphériques
<b>Prescriptions contrôlées</b>  <i>Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, article 19.7</i>  [...] L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. [...]  <i>Arrêté préfectoral du 23 novembre 2020</i>  Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
<b>Constats</b>  Les dernières mesures de retombées ambiantes de poussières transmises à l'inspection ont été réalisées, sur des périodes de l'ordre du mois, du 7 mars au 4 avril, puis du 10 juin au 11 juillet, puis du 17 septembre au 17 octobre 2025. Elles montrent que les teneurs moyennes relevées ( $< \sim 100 \text{ mg m}^{-2} \text{ jour}^{-1}$ ) sont nettement en deçà du seuil maximal d'émission autorisé (500 mg m <sup>-2</sup> jour <sup>-1</sup> ). Durant cette période, la valeur maximale de poussières (252 mg m <sup>-2</sup> jour <sup>-1</sup> ) est mesurée à Juillac en mars-avril 2025, valeur qui retombe ensuite à moins de 60 mg m <sup>-2</sup> jour <sup>-1</sup> .  L'exploitant a transmis à l'inspection son bilan annuel 2024 – qui n'inclut donc pas les résultats des mesures de 2025. Un commentaire des résultats de 2024 avec les données antérieures pointent une similarité des émissions de poussières diffuses par rapport aux trois années précédentes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : niveaux acoustiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, articles 6.2.1 et 6.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, émergences

**Prescription contrôlée**

### ARTICLE 6.2.1 - VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan joint au présent arrêté en Annexe 6.

### ARTICLE 6.2.2 - NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

*Demande lors de l'inspection du 17 décembre 2024*

Il est demandé à l'exploitant de réaliser, en 2025, une nouvelle étude de bruit [en période nocturne] à Juillac pour suivre le niveau d'émergence et discriminer le caractère conjoncturel ou récurrent du dépassement du seuil admissible. L'exploitant veillera à ce que des précautions particulières soient prises pour assurer la meilleure reproductibilité possible des mesures d'une campagne de mesure à l'autre (par exemple, relevé des coordonnées Lambert 93 de la position du capteur de sons, orientation précise de celui-ci). En cas de nouvelles non-conformités, l'exploitant précisera les mesures correctives envisagées. Toutefois, des mesures de réduction des émissions acoustiques doivent d'ores et déjà être proposées sur les matériels utilisés pouvant être à l'origine de nuisances sonores.

### Constats

L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de contrôle de bruit en zone à émergence réglementée (ZER) située près de Juillac. Les mesures, selon la méthode expertise de la norme AFNOR NF S 31-010, ont été réalisées en période nocturne les 24 et 25 juin 2025 (rapport Geoscop, juillet 2025).

Selon ce rapport, les activités de la carrière étaient telles que (résiduel : de 22h00 à 3h00 ;

ambiant : de 5h45 à 7h00) (i) le concasseur primaire n'était pas en fonctionnement puisque son heure de démarrage est réglementée à partir de 7h00 par l'arrêté préfectoral d'autorisation ; (ii) le stock pile étant plein, l'échelon d'extraction était également à l'arrêt ; (iii) la campagne de décapage étant terminée, il n'y avait pas d'opération de remblayage.

Par ailleurs, les activités en fonctionnement étaient (i) vers 3h30, arrivée des premiers camions ; (ii) vers 4h00, démarrage du chargement camions clients avec une chargeuse ; (iii) à 5h45, démarrage des installations avec un tombereau de déstockage.

Les mesures du niveau sonore nocturne en limite de site (LAeq ambiant = 48,5 dB(A)) et l'émergence nocturne (0,5 dB(A)) près de Juillac respectent les seuils maximaux autorisés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : tirs de mine

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, vibrations

##### **Prescription contrôlée**

Les tirs de mine ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm /s mesurées suivant les trois axes de construction. [...]

##### **Constats**

Le relevé des mesures de vitesses particulières (17 janvier-17 novembre 2025) montrent des valeurs généralement inférieures à 2 mm/s, avec quelques pics (en mars et mai) à 3-4 mm/s. La prescription de l'arrêté préfectoral de novembre 2020 est respectée. La surpression atteint typiquement 115 dBl, voire 120 dBl.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : plan de gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 2.1.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, révision quinquennale
<b>Prescription contrôlée</b>  <b>ARTICLE 2.1.9 - PLAN DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION</b> L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li><li>• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.</li></ul> Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
<b>Constats</b>  Le <i>Plan de gestion de déchets inertes et des terres non polluées des carrières. Carrière « Les Fayards », Terres-de-Haute-Charente (16), Garandeau, CDMR, novembre 2025</i> , a été transmis à l'inspection. Il répond aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite